



La réalisation de la sécurité alimentaire dans les pays en développement dépend de l'agriculture et, plus particulièrement, des petits exploitants agricoles. Le développement rural passe par la production rurale et la transformation rurale.

Pour être universelle, l'action doit atteindre les pauvres et ceux qui souffrent de la faim partout. Autrement dit, elle doit viser les personnes et être menée dans des contextes très variés. C'est pourquoi nous devons travailler en étroite collaboration avec les gouvernements, soutenir les stratégies nationales et aligner nos efforts sur les leurs.

La leçon du rapport SOFI est que la faim peut réapparaître, et qu'elle peut réapparaître plus forte qu'auparavant. Seules des stratégies et des investissements à long terme peuvent à la fois mettre fin à la faim et à la pauvreté et empêcher leur retour. C'est cela, la durabilité.

En 2016, le portefeuille du FIDA était de 6 milliards d'USD, au total, dont la moitié en Afrique. Calculé avec les cofinancements et les contributions nationales, il était de 13,4 milliards d'USD. Ce chiffre modeste illustre concrètement le pouvoir d'effet de levier que possède la mobilisation du cofinancement et le renforcement de l'engagement en faveur de l'investissement rural au niveau national, renouveler ensemble nos efforts et mettre fin à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

Compte tenu des défis croissants que posent les changements climatiques, la fragilité et les conflits, et de la complexité croissante du contexte dans lequel nous travaillons, l'engagement politique est de plus en plus important. Les organismes ayant leur siège à Rome se sont engagés à coordonner plus étroitement leurs activités pour renforcer collectivement les travaux du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, le CSA.

Principale plate-forme mondiale pour les parties prenantes œuvrant à la sécurité alimentaire et à la nutrition, le CSA contribue puissamment aux politiques, mais nous devons résoudre une autre difficulté : nous devons renforcer l'adhésion au niveau des pays.

Les conditions qui produisent la faim sont clairement liées à la faiblesse des politiques, à la mauvaise gouvernance et au manque d'appui durable aux politiques et actions nationales et mondiales en matière de sécurité alimentaire. C'est là que le CSA peut avoir le plus d'impact.

Le CSA est un outil puissant, un outil et non une fin en soi. Ce qui importe à ce stade, c'est de trouver les moyens d'accroître l'absorption des orientations politiques élaborées par son biais au niveau des pays. L'une des solutions consisterait à mobiliser d'autres organisations telles que les commissions économiques régionales (par exemple la SADC et la CEDEAO) pour diffuser et internaliser plus efficacement et plus largement les orientations du CSA.

La participation de la société civile et du secteur privé au CSA pourrait aussi être accrue, par exemple en associant davantage les populations rurales, celles que nous voulions servir.

Pour faire de l'ambition du Programme 2030 une réalité, il faut que toutes les institutions s'engagent dans un processus d'auto-examen, pour déterminer non seulement comment elles

peuvent faire mieux, mais aussi comment elles peuvent être de meilleurs partenaires. Je suis certain que nous sommes tous impatients de contribuer à ce processus au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

Je vous remercie de votre attention.